



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

26/03/2026

## ***L'urgence : un élan puissant de la lutte de classe***

Comme à chaque élection, les états-majors politiques cherchent à revendiquer des succès. Au lendemain d'une élection, personne n'a perdu, tout le monde a gagné ! Horizons a Édouard Philippe à la mairie du Havre, les Verts sauvent leur place à Lyon mais pas la métropole aux pouvoirs plus importants, le Parti socialiste (PS) fait la fête à Paris et Marseille, il se maintient dans les plus grandes métropoles mais il est sanctionné dans les quartiers populaires, le parti Les Républicains (LR) résiste dans les villes moyennes, poussée électorale pour La France insoumise (LFI) ... Ces élections sont une sévère sanction et un rejet de la politique macroniste comme en témoigne l'échec de Rachida Dati soutenue par Macron lui ayant offert un poste de ministre de la Culture et une alliance des droites et du centre pilotée depuis l'Élysée ! Les alliances entre le PS et LFI n'ont pas fait perdre de voix aux listes ayant fusionné, contrairement à ce qu'on entend. Elles ont permis à la "gauche" de sauver des villes comme Lyon, Nantes ou Grenoble. A Paris Emmanuel Grégoire (PS) a profité d'un réflexe de vote utile puisque Sophia Chikirou (LFI) a perdu un tiers de ses voix du premier tour. Le Rassemblement National (RN) a gagné une cinquantaine de nouvelles municipalités revendiquant des milliers d'élus locaux.

Personne ne dit mot sur l'abstention, particulièrement dans les bureaux de vote les plus pauvres du pays. Une abstention record s'établissant autour de 43 % au second tour, celle-ci traduit la défiance persistante et massive envers les institutions et les partis institutionnels.

Chacun extrapole des stratégies pour l'élection présidentielle d'avril 2027 et les candidats à la gestion loyale du capital ne manquent pas : à droite Darmanin, Retailleau, Bertrand, Philippe, Attal... et à "gauche" Glucksmann, Hollande, Roussel, Autain, Ruffin, Tondellier, Mélenchon). Fondamentalement, aucun d'entre eux ne propose d'organiser la lutte de classe pour abattre le capitalisme. Mélenchon et LFI, s'ils rassemblent un mécontentement radicalisé contre la politique du capital, n'envisagent pourtant pas d'aller jusqu'à l'abattre.

La crise profonde du capitalisme pourrait bien s'accroître dans les mois à venir, la multiplication des guerres impérialistes et la militarisation en sont des indices.

Tout blocage de cette politique austéraitrice et de marche à la guerre, toute avancée sera le résultat du rapport de force dans l'affrontement avec le patronat. L'heure est donc à construire ce rapport de force, ancrée dans les usines, les lieux d'études et les quartiers populaires, capable de se faire entendre dans une riposte de classe, seule voie pour bloquer les plans des classes dominantes, la militarisation.

L'agression impérialiste et sioniste contre l'Iran a provoqué une hausse vertigineuse du baril de pétrole, frôlant les 120 dollars. Elle va accentuer la crise économique et sociale et donc nourrir la lutte de classe. La projection vers les élections présidentielles de 2027 laisse présager une tension politique montant en puissance. Le capitalisme en crise a depuis longtemps fait le choix de mettre en selle le Rassemblement National afin de gérer ses intérêts de classe, et en même temps de préparer à terme une nouvelle alternance avec une social-démocratie relookée. Dans la situation de crise profonde du système capitaliste, l'exacerbation des affrontements au sein de l'impérialisme, les tendances à l'autoritarisme, voire à la dictature politique se développent dans le monde. Il est donc urgent de ne rien laisser passer et c'est seulement dans l'unité de notre classe, de sa lutte que peut se dessiner une issue démocratique à la crise actuelle. Rappelons aussi les milliers de syndicalistes CGT licenciés ou traînés devant les tribunaux, la criminalisation de la solidarité avec Gaza et la Palestine, les menaces contre le droit de grève. Olivia Zemor a été condamnée à 2 ans avec sursis, 5 ans d'inéligibilité et inscription au FIJAIT<sup>1</sup> comme avant elle, Alex. Le pouvoir veut tenir coûte que coûte et poursuivre le pillage des caisses de l'État aux profits des monopoles. La colère gronde, contre la politique des bas salaires, de l'armement tous azimuts, L'Insee anticipe un taux de chômage de 8,1% à mi-2026. Cela représente 2,5 millions de chômeurs en France. Il s'agit souligne l'institut du niveau le plus élevé depuis le troisième trimestre 2021 : « *ce mouvement ne ressemble pas à une*

*rupture brutale, mais plutôt à un enlèvement progressif* ». L'Insee affirme qu' « *après avoir déjà perdu 60.000 postes salariés privés en 2025, l'économie française en détruirait de nouveau 22.000 d'ici juin* ». Une seule issue: travailler à la mobilisation des travailleurs pour une riposte de classe. Un nouvel élan puissant pour #ToutBloquer # est possible. Un véritable soulèvement social dont nous avons toutes et tous besoin dans un contexte de montée général des tensions, en France comme dans le monde.

1. Fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions terroristes

© Copyright